

Valls écoute les « frondeurs » du PS mais reste inflexible sur le budget

LE MONDE | 12.06.2014 à 10h39 • Mis à jour le 12.06.2014 à 11h04 | Par Hélène Bekmezian, Bastien Bonnefous et Patrick Roger

Même si la rencontre fut « *courtoise* », aux dires des participants, la guerre de positions perdure. Manuel Valls a reçu, mercredi 11 juin dans la soirée, une délégation de six députés socialistes « *frondeurs* », têtes de pont de « l'appel des 100 » qui contestent le contenu du plan gouvernemental d'économies de 50 milliards d'euros, au cœur du projet de loi de finances rectificative présenté dans moins de deux semaines devant l'Assemblée nationale.

Le premier ministre s'est montré « à l'écoute », selon le député Laurent Baumel, un des meneurs de la contestation parlementaire, mais il s'est bien gardé d'envoyer le moindre signal d'ouverture en direction des non-alignés socialistes. Si des points de convergence ont pu sembler se dessiner, comme la conditionnalité des aides aux entreprises, aucune avancée précise n'est en effet sortie de cet entretien de plus d'une heure, organisé deux jours après la présentation par les « 100 » d'une « *plate-forme* » de contre-propositions économiques et sociales.

Les frondeurs, qui souhaitent relancer le pouvoir d'achat, veulent augmenter les mesures du pacte de responsabilité en faveur des ménages, en les faisant passer de 5 milliards d'euros à 18,5 milliards d'ici à 2017, et diminuer les baisses d'impôts et de charges des entreprises de 41 milliards à 22,5 milliards.

Un tel équilibre est difficilement acceptable par l'exécutif, qui refuse de détricoter son dispositif censé réanimer la compétitivité. « *On ne peut pas revenir sur la répartition entre les entreprises et les ménages* », prévient une source gouvernementale en première ligne sur le sujet.

L'exercice est complexe pour M. Valls, qui doit apaiser les grognards de sa majorité tout en restant dans le cadre fixé par François Hollande en janvier. « *Le premier ministre est dans une logique d'écoute et de dialogue avec le Parlement, mais il est en responsabilité. La feuille de route décidée par le président est très claire et le gouvernement ne peut pas donner aux Français le sentiment de zigzaguer* », explique-t-on à Matignon. « *Manuel Valls a bien sûr défendu la position du gouvernement, mais il reconnaît que nos interrogations sont légitimes*, affirme M. Baumel. *C'est très différent de l'ambiance aux réunions du groupe PS où on nous refuse le débat. Lui ne nous a pas dit que nous mettons en danger l'unité de la majorité.* »

Reste que, plus se profile l'examen du projet de loi par l'Assemblée, plus la tension monte autour du gouvernement. « *Alerte rouge !* », résume un pilier du Palais-

Bourbon, qui mesure chaque jour le risque politique que représente le vote à venir pour l'exécutif.

Signe de ce malaise, un nouveau coup d'éclat a émaillé, mercredi matin, la séance de la commission des finances à l'Assemblée. Laurent Grandguillaume, député de Côte-d'Or, fidèle de François Hollande et peu connu dans le groupe socialiste pour ses positions radicales, aurait fait savoir qu'il refuserait de voter le gel des prestations sociales. Rembarré par le vice-président de la commission, Dominique Lefebvre, il a claqué la porte de la réunion. La veille, la grogne avait également gagné les rangs du Sénat, où neuf sénateurs PS ont envoyé un mail à leurs collègues pour leur « faire comprendre qu'une inflexion est nécessaire ».

A défaut de carottes à donner aux contestataires, le gouvernement commence à agiter le bâton. « *Le groupe socialiste va bientôt prendre une position commune. Une fois que celle-ci aura été définie, ceux qui voudront quand même déposer des amendements feront un choix contraire à celui du groupe. Il faudra alors que chacun prenne ses responsabilités* », prévient Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement.

La mise en garde, pour l'instant, est sans effet sur les frondeurs. « *Il y a des moments où, en conscience, un député peut aller dans l'Hémicycle défendre ses convictions* », estime le député Jean-Marc Germain, reçu à Matignon. « *Manuel Valls a pris la mesure de notre détermination, on lui a expliqué qu'on comptait bien aller au bout de nos positions* », appuie son collègue Pouria Amirshahi, lui aussi invité. D'autant que les députés du Front de gauche, opposés au pacte de responsabilité, se disent désormais prêts à travailler avec eux à des « *amendements convergents* », assure leur représentant, André Chassaigne.